

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Le-Bresil-refuse-de-discuter-loi-d-amnistie-a-sa-Dictature>

Le Brésil refuse de discuter loi d'amnistie à sa Dictature

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : lundi 21 mai 2012

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le gouvernement brésilien a écarté lundi toute discussion au niveau international de sa loi d'amnistie qui protège les tortionnaires de l'époque de la dictature (1964-85), même après avoir installé une Commission de la vérité pour enquêter sur cette période.

« Nous n'entrerons pas dans le débat sur la loi d'amnistie en ce moment, ni au niveau interne ni au niveau international », a déclaré la ministre déléguée aux droits de l'homme, Maria do Rosario.

Elle a ainsi anticipé le fait que la loi d'amnistie de 1979 qui a permis le retour des exilés, mais protège aussi les tortionnaires ne serait pas débattue par le gouvernement brésilien devant le Conseil des droits de l'homme des Nations unies qui se réunira au cours des prochains jours à Genève.

Mercredi, accompagnée de tous les ex-présidents en vie depuis la dictature, la présidente Dilma Rousseff a installé la « *Commission de la vérité* » destinée à faire la lumière sur les crimes commis sous le régime militaire.

Cette commission enquêtera pendant deux ans sur la disparition d'opposants à la dictature et sur les violations des droits de l'homme, mais sans punir les coupables protégés par la loi d'amnistie qui a été ratifiée en 2010 par la Cour suprême.

La ministre des droits de l'homme a précisé que la Commission de la vérité serait présentée à Genève « comme un grand pas en avant » du processus démocratique au Brésil et elle a justifié le fait de ne pas remettre en question la loi de 1979 comme « une partie de ce processus » de réconciliation nationale.

La présidente Rousseff, 64 ans, une ex-guérillera, a été torturée sous la dictature et emprisonnée pendant près de trois ans dans les années 1970.

Le Brésil a officiellement enregistré 400 morts et disparus pendant le régime militaire, contre 3200 au Chili et 30 000 en Argentine.

[Agence France-Presse](#) Brasilia, le 21 mai 2012